

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Soutien à l'action contre les mines

Soutien à l'action contre les mines

Afin de respecter les obligations qu'implique la Convention sur les armes à sous-munitions, les Etats parties peuvent demander de l'aide à la communauté internationale pour la destruction des stocks, le déminage, la sensibilisation aux risques et l'assistance aux victimes. Les Etats parties en mesure de fournir cette aide sont dans l'obligation de le faire.

En 2009, les donations à destination de l'action contre les armes à sous-munitions ont été consacrées à la généralisation de la Convention sur les armes à sous-munitions et au déminage des restes d'armes à sous-munitions au Laos, au Liban et au Vietnam, trois des pays les plus touchés. Deux donateurs ont contribué à la destruction de stocks en Moldavie, et de nombreux pays ont consacré des fonds à la destruction de leurs propres stocks d'armes à sous-munitions.

En mars 2010, le gouvernement du Laos, avec le soutien du UNDP, a créé la Caisse de dépôt pour les armes à sous-munitions du Laos afin de soutenir la Première assemblée des Etats parties et la mise en place de la Convention sur les armes à sous-munitions au Laos.¹

Des contributions ont été versées à d'autres pays touchés grâce au financement général de l'action contre les mines et non par le biais de contributions spécifiquement destinés aux armes à sous-munitions. Dans la plupart des pays et des régions, le déminage de munitions non explosées a fait partie du déminage global, de l'enlèvement du matériel explosif et du déminage de zone de combat.²

Plusieurs donateurs ont indiqué que le déminage de munitions non explosées était inclus dans leur soutien aux pays concernant l'enlèvement des mines, des restes explosifs de guerre (REG) et la contamination des armes à sous-munitions.

La Suisse et l'Allemagne ont indiqué adopter une approche globale dans leur soutien à l'action contre les mines, et ne font pas la distinction entre mines, REG et armes à sous-munitions. Les munitions non explosées au cours des opérations de déminage sont détruites.³

¹ UN, « Travail pour la RDP du Laos, » Emission 1/2010, Vientiane, Juillet 2010, www.unlao.org, p. 2. En plus d'aider la RDP du Laos à accueillir la première Assemblée des Etats parties, les fonds peuvent également être utilisés pour le déminage, l'éducation aux risques et les activités d'assistance aux victimes et ainsi aider le gouvernement du Laos à respecter ses obligations liées à la Convention. Le nom officiel est le UNDP Fonds d'affectation special pour le soutien de la mise en oeuvre complète de la Convention sur les Armes à sous munitions dans la RDP du Laos, dans le cadre de la déclaration de Vientiane sur l'efficacité de l'aide. UNDP « Première Assemblée des Etats parties lancée en même temps que le fonds d'affectation spécial des armes à sous munitions », Communiqué de presse du 7 juillet 2010, www.undplao.org.

² Réponses de 21 gouvernements et de la Commission Européenne au questionnaire de l'Observatoire sur les contributions en 2009 pour soutenir le Traité d'interdiction des mines et nettoyer les sous munitions non explosées.

³ Réponse d'Ira Amin, stagiaire, Section de politique sur la paix multilatérale, Directeurat des Affaires Politiques, Quatrième division des Affaires Politiques, Sécurité humaine, Département Fédéral des Affaires Etrangères, le 20 avril 2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Soutien à l'action contre les mines

L'Allemagne a indiqué que la même approche globale s'applique à l'assistance aux victimes.⁴

Lors de la Session spéciale sur l'assistance et la coopération à l'occasion de des réunions intersessionnelles de la commission permanente du traité d'interdiction des mines en juin 2010, le Canada a exhorté les pays à s'assurer que le financement reste « cohérent, coopératif et serve au renforcement mutuel », afin de réduire les doublons et de maximiser l'impact des contributions sur la mise en place du Traité d'interdiction des mines et de la Convention sur les armes à sous-munitions.⁵

La Norvège a prévu de soutenir la Convention sur les armes à sous-munitions grâce à son budget de désarmement humanitaire, de la même façon que pour le Traité d'interdiction des mines.⁶

Le Japon a indiqué vouloir soutenir le déminage des armes à sous-munitions et l'assistance aux victimes à travers des partenariats et une consolidation de la paix post-conflit.⁷

Contributions

En 2009, aucune contribution nationale des pays touchés pour des projets visant à réduire la menace des munitions non explosées, n'a été signalée.

De nombreux pays ont financé la généralisation de la Convention sur les armes à sous-munitions, mais peu de montants précis ont été communiqués.

De la même façon, de nombreux pays ont financé le commencement, la continuation ou la fin de la destruction de leurs stocks d'armes à sous-munitions, mais peu de montants précis ont été communiqués. Les pays ayant indiqué la destruction totale de leurs stocks en 2009 et 2010 sont la Belgique, la Colombie, la Moldavie, la Norvège, le Portugal et l'Espagne. Les pays dans lesquels la destruction est en cours sont l'Autriche, l'Allemagne, le Monténégro, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Dans plusieurs cas, des stocks d'armes à sous-munitions ont été détruits dans le cadre de conventions plus générales sur la destruction d'armes et de programmes de stabilisation post-

⁴ E-mail de Klaus Koppetsch, employé, Groupe d'Action contre les mines pour l'aide humanitaire, Bureau Fédéral des Affaires Etrangères, le 8 avril 2010.

⁵ Déclaration du Canada, Session spéciale sur l'assistance et la coopération, Réunions intersessionnelles du comité permanent, Genève, le 25 juin 2010.

⁶ Déclaration de la Norvège, "Par rapport à l'entrée en vigueur et la première Assemblée des Etats parties", Sixième session, Conférence régionale sur la promotion de l'universalisation de la Convention sur les armes à sous munitions, Bali, le 17 novembre 2009.

⁷ Voir la déclaration du Japon dans : Département indonésien des Affaires Etrangères et centre international de Genève pour le déminage humanitaire, « Conférence régionale sur la promotion de l'universalisation de la Convention sur les armes à sous munitions, Bali, le 17 novembre 2009 », pages 31 à 33, 16 et 17 novembre 2009, www.bali-cmm-conference.org.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Soutien à l'action contre les mines

conflit soutenus par des donateurs et mis en place par des ONG et des sociétés commerciales. Ce fut le cas notamment en Afghanistan, en Angola, en République du Congo, en Irak et au Monténégro.⁸

L'Australie a annoncé en juin 2010 une contribution de 578 671 \$ faite au fonds d'affectation spécial pour les armes à sous-munitions du Laos. Le UNDP a ensuite indiqué une contribution plus importante de la part de l'Australie (voir ci-dessous). L'Australie a également indiqué que sa contribution de 79 270 000 \$ pour l'action contre les mines entre 2010 et 2014, annoncée lors de la Deuxième conférence d'examen du Traité d'interdiction des mines en décembre 2009, inclut le budget destiné au problèmes des armes à sous-munitions.⁹

Le Canada a contribué à hauteur de 175 254 \$ pour des conseils dans la généralisation de la Convention sur les armes à sous-munitions.¹⁰ Selon le UNDP, le pays a versé 90 000 \$ au fonds d'affectation spécial pour les armes à sous-munitions pour le Laos, UNDP.¹¹

La France a annoncé en juin 2010 une contribution de 61 115 \$ au fonds d'affectation spécial pour les armes à sous-munitions du Laos.¹²

L'Allemagne a versé 2 870 522 \$ en 2009 pour le co-financement de la Conférence régionale pour la promotion et la généralisation de la Convention sur les armes à sous-munitions à Bali, en Indonésie, et à la Conférence de Berlin sur la destruction des armes à sous-munitions, ainsi que le déminage au Laos, et le déminage et l'assistance aux victimes au Vietnam.¹³

⁸ Par exemple, le Département d'Etat des Etats Unis a fourni 1,083,000\$ en 2009 à HALO Trust pour aider l'Angola à détruire le surplus d'armes et de munitions, incluant des sous munitions, trouvées dans des cachettes dans 18 provinces. Mail de Rory Forbes, directeur de programme, HALO, 19 juin 2010 et Département d'Etat américain "To Walk the Earth in Safety 2010" (« Pour être en sécurité sur Terre 2010 »), Washington DC, juillet 2010.

⁹ Katie Harrison et Kerri West, « Mise à jour de la Coalition contre les armes à sous munitions à la conférence de Santiago », 7 juin 2010, www.stopclustermunitions.org, taux de change moyen pour 2009 : 1 dollar australien=0,7927 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (annuels) », 4 janvier 2010.

¹⁰ Rapport du Canada requis au titre de l'article 7 (pour la période du 19 avril 2009 au 20 avril 2010), formule J. taux de change moyen pour 2009 : 1 dollar canadien=0,87627 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (mensuels) », 4 janvier 2010.

¹¹ Présentation réalisée par le UNDP, Réunion préparatoire pour la première Assemblée des Etats parties, Genève, le 6 septembre 2010.

¹² Katie Harrison et Kerri West, « Mise à jour de la Coalition contre les armes à sous munitions à la conférence de Santiago », 7 juin 2010, www.stopclustermunitions.org, taux de change moyen pour juin 2010 : 1 euro=1,2223 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (mensuels) », 1 juillet 2010.

¹³ Mail de Klaus Koppetsch, Office Fédéral des Affaires Etrangères, 8 avril 2010, taux de change moyen pour 2009 : 1 euro=1,3935 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (annuels) », 4 janvier 2010.

LANDMINE & CLUSTER MUNITION MONITOR

L'Observatoire des armes à sous-munitions 2010 : Soutien à l'action contre les mines

L'Irlande a annoncé en juin 2010 une contribution de 500 000 \$ au fonds d'affectation spécial pour les armes à sous-munitions du Laos.¹⁴ Le UNDP a ensuite indiqué une contribution plus importante de la part de l'Irlande (voir ci-dessous). Le pays a supposé que sa contribution au déminage servirait également à l'enlèvement de munitions non explosées au Laos.¹⁵

La Norvège a versé 8 924 737 \$ en 2009 pour la généralisation de la Convention sur les armes à sous-munitions, le déminage au Laos et au Liban, le déminage et l'assistance aux victimes au Vietnam, et pour soutenir le UNDP et la CMC dans leurs activités liées à la convention.¹⁶ La Norvège a versé 61 115 \$ pour la destruction du stock d'armes à sous-munitions de la Moldavie, qui s'est terminée en juillet 2010.¹⁷

L'Espagne a versé 74 560 \$ pour aider la Moldavie à terminer son programme de destruction en juillet 2010.¹⁸ L'Espagne a versé 6 828 150 \$ pour la destruction de son propre stock d'armes à sous-munitions, qui s'est déroulée entre 2008 et mars 2009.¹⁹

La Suisse a supposé que sa contribution au déminage servirait également à l'enlèvement des munitions non explosées au Laos.²⁰

Le UNDP a indiqué que dès septembre, quatre pays avaient versé environ 4,15 millions de dollars au fonds d'affectation spécial pour les armes à sous-munitions du Laos : Australie (2,2 millions \$), Irlande (1,8 million \$), Canada (90 000 \$) et France (60 000 \$).²¹

¹⁴ Katie Harrison et Kerri West, « Mise à jour de la Coalition contre les armes à sous munitions à la conférence de Santiago », 7 juin 2010, www.stopclustermunitions.org.

¹⁵ Réponse au questionnaire de l'Observatoire par Ruaidhri Dowling, directeur adjoint, Section de désarmement et de non prolifération, département des Affaires Etrangères, 23 février 2010.

¹⁶ Réponse au questionnaire de l'Observatoire par Vilde Rosén, ministre des Affaires Etrangères, 13 avril 2010, taux de change moyen pour 2009 : 1 couronne norvégienne=0,15896 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (annuels) », 4 janvier 2010.

¹⁷ Mail du Colonel Andrei Sarban, ministère moldave de la défense à la CMC, 23 juin 2010. taux de change moyen pour 2009 : 1 euro=1,3935 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (annuels) », 4 janvier 2010.

¹⁸ Ibid. taux de change moyen pour juin 2010 : 1 euro=1,2223 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (mensuels) », 1^{er} juillet 2010.

¹⁹ Ibid; et "Chacón dice que no quedarán bombas de racimo en España a partir de junio" (« Chacón déclare qu'il n'y aura plus d'armes à sous munitions en Espagne début juin »), *El Día*, 3 Décembre 2008, www.eldia.es. taux de change moyen pour 2009 : 1 euro=1,3935 dollars américains. Réserve Fédérale des Etats Unis, « Liste des Taux de change (annuels) », 4 janvier 2010.

²⁰ Réponse d'Ira Amin au questionnaire de l'Observatoire, département fédéral des Affaires Etrangères, 20 avril 2010.

²¹ Présentation du UNDP, Réunions préparatoires pour la première Assemblée des Etats parties, Genève, le 6 septembre 2010. Le UNDP a également déclaré que la Suisse a donné environ 3 millions de dollars au fonds.